

# **SYNDICAT GENERAL DES VIGNERONS REUNIS DES CÔTES DU RHÔNE**

Syndicat professionnel

6 rue des Trois Faucons  
84000 AVIGNON

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Cabinet Jacques HERNANDEZ**

33, rue Cité Foulc  
30000 NIMES  
RCS Nîmes 384 278 537  
S.A.R.L au capital de 228 750 €

**SYNDICAT GENERAL DES VIGNERONS REUNIS DES CÔTES DU RHÔNE**

Syndicat professionnel

6 rue des Trois Faucons  
84000 AVIGNON

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale du Syndicat Général des Vignerons Réunis des Côtes du Rhône,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat Général des Vignerons Réunis des Côtes du Rhône, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe relative aux méthodes comptables utilisées expose les règles de comptabilisation de la cotisation appelée en application des statuts ainsi que des opérations gérées en mandat, adoptées en application du règlement CRC n° 2009-10 du 3 décembre 2009 qui traite de l'établissement et de la présentation des comptes annuels des syndicats professionnels.

Nous nous sommes assurés :

- d'une part de la correcte application de ces dispositions ainsi que des informations fournies dans l'annexe à ce titre,
- d'autre part de la cohérence, par rapport aux éléments qui les justifient, des données chiffrées qui découlent de l'appel auprès des membres des cotisations statutaires ainsi que des opérations gérées en mandat.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement du syndicat relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIMES le 05 juillet 2024  
Le Commissaire aux Comptes  
Cabinet Jacques HERNANDEZ S.A.R.L.



Michel MONTES

## ANNEXES

- Bilan au 31 décembre 2023 - Actif
- Bilan au 31 décembre 2023 - Passif
- Compte de Résultat
- Annexe au bilan et au compte de résultat

ACTIF	BRUT	Amort. & dépréciations	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
*Frais d'établissement				
*Frais de recherche et de développement				
*Donations temporaires d'usufruit				
*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	18 605	18 605	0	486
*Immobilisations incorporelles en cours				
*Avances et acomptes				
Total immobilisations incorporelles (1)	18 605	18 605	0	486
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
*Terrains	762		762	762
*Constructions	77 052	77 052	0	0
*Installations techniques, matériel et outillage industriel				
*Autres	384 351	343 820	40 530	46 700
*Immobilisation corporelles en cours				
*Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Total immobilisations corporelles (2)	462 164	420 872	41 293	47 463
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
*Participations et Créances rattachées				
*Autres titres immobilisés				
*Prêts				
*Autres	965		965	965
Total immobilisations financières (3)	965	0	965	965
<b>ACTIFS IMMOBILISES (TOTAL I)</b>	<b>481 734</b>	<b>439 477</b>	<b>42 257</b>	<b>48 913</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
STOCK ET EN-COURS				
*Stock de marchandises	151 645		151 645	144 051
Total stocks et en-cours (1)	151 645	0	151 645	144 051
CREANCES				
*Avances, acomptes versés sur commandes			0	11 381
*Créances Clients, Usagers et comptes rattachés	759 817	18 339	741 478	881 091
*Créances reçues par legs ou donations				
*Autres créances	122 673		122 673	194 932
Total créances (2)	882 490	18 339	864 152	1 087 404
DISPONIBILITES ET DIVERS				
*Valeurs mobilières de placement	2 726 365		2 726 365	2 026 365
*Instruments de trésorerie				
*Disponibilités	656 745		656 745	1 234 628
*Charges constatées d'avance	4 035		4 035	3 507
Total disponibilités et divers (3)	3 387 145	0	3 387 145	3 264 501
<b>ACTIF CIRCULANT (TOTAL II)</b>	<b>4 421 281</b>	<b>18 339</b>	<b>4 402 942</b>	<b>4 495 955</b>
<b>FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (TOTAL III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (TOTAL IV)</b>				
<b>ECART DE CONVERSION ACTIF (TOTAL V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 903 015</b>	<b>457 816</b>	<b>4 445 199</b>	<b>4 544 868</b>



PASSIF	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres		
*Fonds propres sans droit de reprise		
*Fonds propres avec droit de reprise		
*Ecart de réévaluation		
*Réserves	4 047 198	3 923 877
*Report à nouveau	-680 185	-519 863
*Excédent ou déficit de l'exercice	-33 627	-37 001
Situation nette (sous total)	3 333 386	3 367 013
*Fonds propres consommables		
*Subventions d'investissement		
*Provisions réglementées		
<b>FONDS PROPRES (TOTAL I)</b>	<b>3 333 386</b>	<b>3 367 013</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES (TOTAL II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS (TOTAL III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunt et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	413 981	414 529
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	301 595	337 679
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	340 381	381 971
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	55 856	43 677
<b>DETTES (TOTAL IV)</b>	<b>1 111 814</b>	<b>1 177 855</b>
<b>ECART DE CONVERSION PASSIF (TOTAL V)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 445 199</b>	<b>4 544 868</b>





COMPTE DE RESULTAT	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (ou produits courants non financiers) (1)</b>		
*Cotisations	1 266 199,48	1 265 359
*Ventes de biens et services		
Ventes de biens	382 146,18	401 112
dont ventes de dons en nature		
Ventes de biens produits	87 827,70	94 255
dont ventes de dons en nature		
*Ventes de prestations de service	1 784 832,70	1 830 300
dont parrainages		
*Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	38 371,08	41 924
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
*Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges	18 247,20	19 358
*Utilisations des fonds dédiés		
*Autres produits	9 163,87	34 489
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (TOTAL I)</b>	<b>3 586 788,21</b>	<b>3 686 797</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (ou charges courantes non financières) (2)</b>		
*Achats de marchandises	216 809,09	257 019
*Variation de stock	-8 907,50	-41 774
*Autres achats et charges externes	1 870 459,47	1 847 006
*Aides financières		
*Impôts, taxe et versements assimilés	34 528,89	49 736
*Salaires et traitements	1 032 921,68	1 054 138
*Charges sociales	474 928,71	502 966
*Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
- sur immobilisations : dotations aux amortissements	28 792,38	47 678
- sur actif circulant : dotations aux dépréciations	18 338,63	18 247
*Dotations aux provisions		
*Reports en fonds dédiés		
*Autres charges	4 890,53	2 372
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL (II)</b>	<b>3 672 761,88</b>	<b>3 737 388</b>
<b>RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-85 973,67</b>	<b>-50 592</b>



<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
*De participation		
*D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
*Autres intérêts et produits assimilés	2 002,67	121
*Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
*Différences positives de change		
*Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	53 552,57	13 470
<b>PRODUITS FINANCIERS (TOTAL III)</b>	<b>55 555,24</b>	<b>13 591</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
*Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
*Intérêts et charges assimilées		
*Différences négatives de change		
*Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIERES (TOTAL IV)</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>55 555,24</b>	<b>13 591</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>-30 418,43</b>	<b>-37 001</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
*Sur opérations de gestion		
*Sur opérations en capital		
*Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (TOTAL V)</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
*Sur opérations de gestion		
*Sur opérations en capital		
*Charges sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (TOTAL VI)</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)</b>		
<b>IMPOTS SUR LES SOCIETES (VIII)</b>	<b>3 209,00</b>	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>3 642 343,45</b>	<b>3 700 388</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>3 675 970,88</b>	<b>3 737 388</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-33 627,43</b>	<b>-37 001</b>
<b>CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**Règles et méthodes comptables**

Loi n°83-353 du 3.04.1983

décret n° 83-1020 du 29.11.1983

**ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

**Objet social / Nature et périmètre des activités et missions :**

Le Syndicat Général est un syndicat professionnel régi par la loi de 1884.

Il est reconnu Organisme de Défense et de Gestion par l'INAO pour les Appellations Côtes du Rhône, Côtes du Rhône Villages Eaux de vie de vins des C.D.R et Eaux de vie de marcs des Côtes du Rhône.

Conformément à l'article L642-22 et suivants du code rural, le Syndicat Général assure pour ces Appellations, des missions d'intérêts général :

- il contribue à la mission d'intérêt général de préservation et de mise en valeur des terroirs, des traditions locales et des savoir-faire, ainsi que des produits qui en sont issus,
- il élabore le projet de cahier des charges ; contribue à son application par les opérateurs et participe à la mise en œuvre des plans de contrôle et d'inspection, notamment en réalisant les contrôles internes qu'il prévoit auprès des opérateurs,
- il choisit son organisme de contrôle,
- il participe à l'élaboration du plan de contrôle,
- il rend un avis sur le plan de contrôle,
- il tient à jour la liste des opérateurs, qu'il transmet périodiquement à l'organisme de contrôle et à l'Institut national de l'origine et de la qualité,
- il participe aux actions de défense et de protection du nom, du produit et du terroir, à la valorisation du produit ainsi qu'à la connaissance statistique du secteur,
- il met en œuvre les décisions du comité national le concernant,
- il peut être consulté par l'INAO et les ministres concernés sur toute question de sa compétence.

A titre d'illustration, le Syndicat Général mène notamment les actions suivantes :

- il procède à l'étude des questions techniques, économiques (notamment la gestion du potentiel de production) et juridiques relatives aux appellations de l'aire des Côtes du Rhône et aux vignerons produisant lesdites appellations et propose toutes évolutions législatives ou réglementaires nécessaires,
- il recherche et fait réprimer les fraudes viti-vinicoles de toute nature, les actes de concurrence déloyale, l'usurpation d'appellations d'origine, dénominations, marques locales ou régionales, et d'une façon générale tous faits de nature à causer un préjudice direct ou indirect aux intérêts qu'il représente,
- il détermine les orientations techniques des appellations de l'aire des Côtes de Rhône en réalisant ou en contribuant à toutes actions de recherche et d'expérimentation nécessaires. Il contribue à la vulgarisation de ces éléments



techniques notamment par l'information de ses membres en vue de l'amélioration de la qualité, de l'originalité et de la typicité du produit,

- s'agissant de sa mission de valorisation, il étudie et participe aux manifestations viticoles ainsi qu'à la publicité et à toute action de mise en valeur et de promotion en faveur de la région des Côtes du Rhône. A cet effet, il participe activement à la vie d'Inter Rhône, Interprofession des vins A.O.C. Côtes du Rhône et Vallée du Rhône et désigne ses représentants de la production à l'interprofession,
- il établit entre ses membres un lien permanent leur permettant de se concerter à tout instant pour une action d'ensemble,
- il diffuse à l'endroit de ses membres de l'information,
- il adhère à tout organisme pouvant faciliter la réalisation de son objet,
- enfin, il dispense à l'endroit de ses membres de la formation professionnelle continue ayant un lien direct avec son objet.

Conformément à l'article L 642-22 alinéa 3 du Code rural, le Syndicat Général exerce également d'autres missions, notamment les suivantes :

- il mène toute action de défense des intérêts de ses membres,
- il met en place tout service, toute formation ou toute activité de nature à faciliter l'activité professionnelle de ses membres et non-membres.

Sont membres de droit du Syndicat Général, pour les missions d'intérêt général, toutes les personnes physiques ou morales établissant, pour une des appellations visées à l'article 6 des présents statuts, une déclaration de récolte telle qu'elle est prévue par l'article 407 du Code général des impôts.

Sont également membres de droit toutes les personnes physiques ou morales intervenant dans la production, la transformation et/ou l'élaboration des Indications Géographiques visées à l'article 6 des présents statuts.

Peuvent également être membres associés du Syndicat Général, pour ces mêmes missions, notamment les structures suivantes :

- les syndicats locaux (ou associations) des appellations Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages,
- les sociétés coopératives viti-vinicoles de l'aire géographique Côtes du Rhône,
- les syndicats reconnus ODG des Crus des Côtes du Rhône.

Peuvent bénéficier des missions syndicales et autres, les membres de l'ODG à jour de la cotisation syndicale volontaire.

#### **Moyens mis en œuvre :**

Sous l'autorité d'un conseil d'administration, le Président élu pour 3 ans s'appuie sur un bureau avec un secrétaire général, des vices-présidents et un trésorier.

L'effectif au 31 décembre 2023 est de 25 ETP sous la responsabilité d'une fonction direction, assistée de fonctions supports : assistante de direction, responsable administratif notamment.

Le Syndicat Général dispose des ressources obtenues de l'appel de cotisations et de toutes celles générées le cas échéant par ses activités.



### **Référentiel comptable :**

Règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2018-06 du 5/12/18 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Les dispositions particulières propres aux syndicats professionnels prévues au règlement du Comité de la Réglementation Comptable N°2009-10 du 3/12/2009 s'appliquent par ailleurs.

En ce qui concerne la classification des cotisations portées en produits, sans ou avec contrepartie, nouveauté introduite au règlement 2018-06 susvisé, le syndicat général a sollicité la confédération nationale des producteurs de vins et eaux de vie (CNAOC), par son canal régional FRAOC, pour connaître son analyse du sujet en fonction des spécificités des syndicats professionnels viticoles. A ce stade malgré plusieurs relances, il n'y a pas de réponse de la part de la CNAOC. Le Syndicat Général prendra une position en fonction de son analyse sur le sujet.

### **Eléments comptables :**

Présentés sous forme de tableaux, le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 est de 4 445 199.42 Euros et le résultat de l'exercice se traduit par un déficit de 33 627.43 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le bureau et arrêtés au conseil d'administration le 20 juin 2024 en application des dispositions de l'article 25 des statuts.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles particulières d'établissement et de présentation des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif prévues dans le règlement de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 ainsi que du règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 afférant aux règles et comptables des organisations syndicales

- Droit défini à l'article L642-13 du code rural et appelé au nom et pour le compte de « INAO» Institut National de l'Origine et de la Qualité – Forum Courtine – 610 avenue Grand Gigognan – BP 60912 – 84090 AVIGNON CX 9 :

Le fait générateur d'enregistrement de ce droit est constaté lors de la facturation de son appel de cotisation. Ce droit est porté en compte de classe 4. Le montant appelé sur l'exercice s'élève à 233 784.98€ pour les CDR et CDRV et 64.49€ pour les EDV.

- Plans collectifs locaux d'aide à la restructuration du vignoble :

Depuis 2009, le Syndicat Général des Côtes du Rhône est structure porteuse de « plans collectifs » dans le cadre d'une restructuration du vignoble. Jusqu'au plan 2019/2021, il a perçu des aides de FranceAgrimer au nom et pour compte des vignerons ayant déposé un dossier. Ces aides ont été portées en compte de classe 4.

Au titre du plan 2019/2021, l'exercice enregistre le montant résiduel des aides perçues et reversées soit 165 637.81€



Depuis le plan 2021/2022, le Syndicat ne perçoit plus ces aides car elles sont versées directement aux bénéficiaires par FAM. Le syndicat continue à assurer suivant la lettre d'engagement des ayants droits au plan, la gestion administrative des dossiers et leur répercute à ce titre les frais de gestion.

- Fait générateur d'enregistrement en compte de produits des ressources suivantes :

Cotisation « O.D.G » appelée en application de l'article L642-24 du code rural et de l'article 27 des statuts :

Le fait générateur d'enregistrement de cette cotisation correspond à la facturation de l'appel de cotisation, du fait du droit d'agir en recouvrement dont dispose le Syndicat.

Cotisation appelée auprès des « membres associés » en application de l'article 27 des statuts :

Le fait générateur d'enregistrement de cette cotisation obligatoire de par les statuts est constaté lors de la facturation de l'appel de cotisation.

Cotisation « syndicale » appelée en application de l'article 27 des statuts :

Le fait générateur d'enregistrement de cette cotisation facultative est constaté lors de son encaissement effectif.

Frais de dossiers liés aux Plans collectifs locaux d'aide à la restructuration du vignoble:

En contrepartie de la gestion administrative de ces plans collectifs, le Syndicat facture, aux bénéficiaires des aides, des frais de dossiers à hauteur de :

PCR2022/2025 : 200€H.T par hectare

Ces frais sont facturés de la façon suivante :

- 50€ H.T de frais d'inscription au plan 2022/2025, le fait générateur est le dépôt du dossier
- Et 200€ H.T/hectare par année de plantation en fonction du dépôt de la DA (demande d'aide) déduction des frais d'inscription

- Mutualisation des coûts de prestations « Certipaq »

Le Syndicat Général mutualise le coût des prestations réalisées par le certificateur CERTIPAQ pour assurer le contrôle externe de l'application du plan de contrôle des cahiers des charges des appellations de la Vallée du Rhône contractantes au dispositif.

Ces appellations concernent par conclusion d'un contrat de certification en date du 31 mai 2021:

- d'une part le périmètre du Syndicat Général reconnu ODG pour les AOC Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages, ainsi que IG Eau de Vie et Eau de Vie de Marc des Côtes du Rhône,
- d'autre part, le périmètre des ODG de Crus des Côtes du Rhône , et d'ODG de la Vallée du Rhône adhérentes ou non du Syndicat Général.

CERTIPAQ s'est substituée à l'organisme d'inspection OIVR, les deux associations ayant fusionné au 1<sup>er</sup> juin 2021, CERTIPAQ absorbant l'OIVR.

L'ensemble des parties prenantes se sont accordées pour maintenir, par accord express des ODG en date du 12 avril 2022, le principe de la mutualisation des prestations de contrôle externe entre tous les opérateurs, qui prévalait dans l'ancien dispositif OIVR.

Pour se faire, cette mutualisation s'effectue à présent par l'intermédiation du Syndicat Général pour l'ensemble du périmètre. Pour rappel, auparavant le recouvrement des frais du contrôle externe effectué par l'OIVR, était effectué respectivement par chaque ODG auprès de ses propres adhérents.



au nom et pour compte de l'OIVR dans le cadre d'un mandat, et comptabilisé en conséquence en classe 4 du bilan.

A cet effet, le Syndicat Général centralise toutes les prestations de contrôle externe réalisées par CERTIPAQ auprès de tous les opérateurs concernés, les lui acquitte, et les refacture au coût exact de ces prestations mutualisées :

- soit directement à ses propres adhérents,
- soit indirectement via les ODG. Par convention de mandat conclue avec le Syndicat Général en date du 12 avril 2022, les ODG recouvrent le prix des prestations mutualisées de contrôle externe auprès de leurs propres adhérents, au nom et pour compte du Syndicat Général, en supportant à leur niveau le risque de non-paiement qu'elle qu'en soit la cause (qualité de ducroire).

En conséquence de ce qui précède, ces opérations sont enregistrées en charges (compte 604109) pour les coûts individuels de contrôle externe facturés, de façon centralisée, au Syndicat Général par CERTIPAQ et corrélativement en produits (compte 706008 pour la refacturation des prestations aux adhérents ODG Côtes du Rhône et Côtes du Rhône Villages, et compte 706009 pour la refacturation des prestations aux autres ODG contractantes), assurant ainsi la neutralité de ces opérations au niveau du résultat de l'exercice, qui s'élèvent à la somme de 686 910,50€.

Enfin, la mutualisation des coûts individuels du contrôle externe, portée en produits, a été déterminée de la façon suivante en appliquant une méthode de répartition égalitaire et proportionnelle du coût global du contrôle externe, réfléchi à partir de celle précédemment mise en place dans le cadre de l'OIVR :

- 14.50€/ha pour les ODG avec du contrôle interne dont le périmètre propre du Syndicat Général,
- 18.50€/ha pour les ODG sans contrôle interne,

Une régularisation sur la base des coûts réels 2023 (coûts réels de l'ensemble des ODG divisé par la surface totale de l'ensemble des ODG), soit un avoir à établir de 0,90 €/ha.

- Immobilisations corporelles :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Concernant l'application des règles comptables relatives aux actifs, le Syndicat retient les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations le Syndicat n'est pas en mesure d'identifier de composants significatifs tels que définis par le PCG,
- Le Syndicat ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. Cette durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usages,
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant pour la quasi-totalité de celles-ci non significative ou difficilement chiffrable, elle n'est pas prise en compte.

- Immobilisations financières :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Créances :





Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Engagements de retraite :

L'indemnité de fin de carrière du personnel salarié était couverte par un contrat souscrit en 2002 auprès de la Fédération nationale de la Mutualité Française.

Ce contrat a pris fin au 31 décembre 2009. Le montant du fond utilisable au 31 décembre 2023 s'élève à 38 478.94€

Le montant de l'engagement de l'indemnité retraite au 31 décembre 2023 s'élève à 51 675.20€ hors charges sociales.

Détail de la méthode de calcul:

Le calcul est fait en fonction du nombre de mois effectué dans l'organisme par le salarié entre sa date d'entrée et le 31 décembre 2023 (date de clôture), auquel on applique ensuite le taux de l'indemnité légale au salaire annuel.

### TABLEAU DES RESSOURCES DE L'ANNEE 2023

Cotisations reçues	1 266 199
- Reversements de cotisations	
Subventions reçues	
Autres produits d'exploitation perçus	2 320 589
Produits financiers perçus	55 555
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 642 343</b>

### CONTRIBUTIONS EN NATURE

Il n'y a pas de contributions en nature dont aurait bénéficié l'organisme au cours de cet exercice

### REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Articles 261-4-9<sup>e</sup>, 261-7-1<sup>e</sup> d (loi de finances 2002) et 242C annexe II (décret 2004-76 du 20.01.04) du CGI

1/ Indemnités de temps passé pour l'activité de représentation

\* Président : 23 355€

\* Secrétaire général : 6 000€

2/ Autres rémunérations

\* Néant

# Immobilisations

CONSOLID

Période du 01/01/23 au 31/12/23  
Edition du 01/07/24  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	21 947		
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>21 947</b>		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains	762		
Constructions sur sol propre	77 052		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	62 442		
Matériel de transport	14 602		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	360 974		22 137
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>515 832</b>		<b>22 137</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	965		
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>965</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>538 744</b>		<b>22 137</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		3 342	18 605	
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>		<b>3 342</b>	<b>18 605</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains			762	
Constructions sur sol propre			77 052	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers		10 564	51 878	
Matériel de transport			14 602	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		65 240	317 870	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>		<b>75 804</b>	<b>462 164</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			965	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>			<b>965</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>79 146</b>	<b>481 734</b>	

# Amortissements

CONSOLID

Période du 01/01/23 au 31/12/23  
Edition du 01/07/24  
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	21 461	486	3 342	18 605
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>21 461</b>	<b>486</b>	<b>3 342</b>	<b>18 605</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	77 052			77 052
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	62 443		10 564	51 879
Matériel de transport	14 602			14 602
Mat. de bureau, informatique et mobil.	314 273	28 307	65 240	277 339
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>468 369</b>	<b>28 307</b>	<b>75 804</b>	<b>420 872</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>489 831</b>	<b>28 792</b>	<b>79 146</b>	<b>439 477</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>			
Frais d'acquisition de titres de participations			

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			
----------------------	--	--	--



## Amortissements (suite)

CONSOLID

Période du 01/01/23 au 31/12/23  
Edition du 01/07/24  
Devise d'édition EURO

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement et de développement		
Autres immobilisations incorporelles		
TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains		
Constructions sur sol propre		
Constructions sur sol d'autrui		
Constructions installations générales		
Installations techniques et outillage industriel		
Installations générales, agencements et divers		
Matériel de transport		
Matériel de bureau, informatique et mobilier		
Emballages récupérables et divers		
TOTAL immobilisations corporelles :		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL		
---------------	--	--

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

# Provisions Inscrites au Bilan

CONSOLID

Période du 01/01/23 au 31/12/23  
Edition du 01/07/24  
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges				
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	18 247	18 339	18 247	18 339
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>18 247</b>	<b>18 339</b>	<b>18 247</b>	<b>18 339</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>18 247</b>	<b>18 339</b>	<b>18 247</b>	<b>18 339</b>



# État des Échéances des Créances et Dettes

CONSOLID

Période du 01/01/23 au 31/12/23  
Edition du 01/07/24  
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	965		965
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>965</b>		<b>965</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	18 339		18 339
Autres créances clients	741 478	741 478	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	28 212	28 212	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	128	128	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	32 587	32 587	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	41 746	41 746	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	20 000	20 000	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>882 490</b>	<b>864 152</b>	<b>18 339</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>4 035</b>	<b>4 035</b>	

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>887 490</b>	<b>868 186</b>	<b>19 303</b>
----------------------	----------------	----------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	413 981	413 981		
Personnel et comptes rattachés	126 171	126 171		
Sécurité sociale et autres organismes	126 395	126 395		
Impôts sur les bénéfices	3 209	3 209		
Taxe sur la valeur ajoutée	40 523	40 523		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 297	5 297		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	340 381	340 381		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	55 856	55 856		

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 111 814</b>	<b>1 111 814</b>		
----------------------	------------------	------------------	--	--





# VARIATION DES FONDS PROPRES 2023

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE					
ECARTS DE REEVALUATION					
RESERVES	3 923 876 €		123 321 €		4 047 197 €
REPORT A NOUVEAU	-519 861 €	-160 322 €			-680 183 €
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-37 001 €	37 001 €	-33 627 €		-33 627 €
SITUATION NETTE	3 367 014 €	-123 321 €	89 694 €	0 €	3 333 387 €
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES					
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
TOTAL	3 367 014 €	-123 321 €	89 694 €	0 €	3 333 387 €